

*Autriche*

## Le Congrès du Parti Socialiste

Le dernier Congrès du Parti socialiste autrichien a été marqué par de nettes manifestations de mécontentement de la base envers la politique de collaboration gouvernementale et de collaboration de classe. Plusieurs dirigeants du parti ont été obligés d'exprimer ce mécontentement sous une forme déformée. Des amendements demandant que le parti soit prêt à utiliser tous les moyens pour imposer ses revendications ont été adoptés par la direction au cours même du Congrès, sous la pression des délégués. Un amendement supplémentaire, demandant qu'au besoin le P.S. exige la dissolution du Parlement et l'organisation de

nouvelles élections pour renforcer sa pression contre la bourgeoisie a été rejeté par 210 voix contre 82. C'est la première fois depuis longtemps que le sentiment de méfiance de la base socialiste envers la direction s'est exprimé par une division de vote sur un sujet politique.

Parmi les revendications inscrites sous forme d'amendement à la résolution politique au cours même du Congrès, une place particulière est accordée à la lutte contre la cherté de la vie « par un contrôle des prix avec participation des ouvriers et employés ».

*France*

## Fermentation politique dans le P.C.F.

L'état de décomposition avancée de la société française est désormais un fait de notoriété mondiale. Chaque jour apporte quelques indications supplémentaires pour le confirmer. N'a-t-on pas vu un évêque, Mgr Ancel, bras droit du cardinal Gerlier, de Lyon, écrire une série d'articles pour dire entre autre qu'en cas de guerre préventive des Etats-Unis contre l'U.R.S.S., « on n'aurait pas le droit d'obéir » ? Qu'une telle idée soit exprimée par un membre du haut clergé, que personne ne peut suspecter de sympathie envers le communisme, laisse aisément concevoir comment le prolétariat de France répondra lorsque les gouvernants de ce pays voudront le mobiliser dans la croisade dirigée par Washington. « Les croisades se sont toutes mal terminées », vient de déclarer Daladier dans un discours très pessimiste.

Où en est à présent le mouvement ouvrier français ? Les mouvements du printemps 1951 n'étaient, avons-nous dit, que les premières manifestations annonçant de grandes luttes. Pourtant l'année 1951 s'est écoulée sans que se soient déclenchés de grands combats. Indépendamment d'innombrables petits mouvements, on a cependant assisté à quelques mouvements de courte durée qui sont vraiment symptomatiques du développement de la situation. Les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, puis de

la Moselle ont, avec une unanimité remarquable, fait grève pendant quelques jours pour des revendications très spécifiques. Il faut aussi signaler une grève de 24 heures de toute la presse quotidienne de France, par solidarité avec les travailleurs de la presse de Marseille.

Divers facteurs ont agi dans le sens d'un rythme assez lent du développement des luttes. Incontestablement, les travailleurs ont plus ou moins consciemment le sentiment qu'ils auront à mener une lutte sérieuse pour un enjeu sérieux, et dans ces conditions, ils ne s'engageront pas à la légère. D'autre part, en septembre, le gouvernement s'est empressé d'accorder des augmentations un peu à titre préventif par rapport au danger d'inflation. Enfin, la direction stalinienne qui exerce une influence déterminante sur les couches les plus décisives de la classe ouvrière se garde bien de stimuler le mouvement.

La politique et la situation du parti stalinien présentent des aspects contradictoires dans la tendance de leur développement. Fondamentalement, la politique du P.C.F., c'est à présent la lutte pour « l'indépendance nationale » contre les Américains, et la lutte pour la paix au moyen d'une « coexistence pacifique » du socialisme et du capitalisme dans le monde. Cela implique la recherche de bourgeois et petits bourgeois